



Les services marchands en 2017 : la production accélère, favorisée par une demande soutenue

En 2017, la valeur ajoutée des services marchands non financiers augmente de 3,7 % en volume, après + 2,4 % en 2016. Cette progression est la plus élevée depuis 2006. La demande des entreprises et des administrations, achats courants ou investissements, s'accroît très vigoureusement (+ 4,3 % après + 2,6 % en 2016). La consommation des ménages en services accélère (+ 2,0 % après + 1,7 %), contrairement à celle en biens. La production de services spécialisés, scientifiques et techniques, de services informatiques et de traitement de données est particulièrement tonique. L'hébergement-restauration et les activités immobilières gagnent également du ressort. Dans ce contexte favorable, l'emploi dans les services accélère (+ 3,1 % après + 2,2 %), tiré par l'intérim.

Virginie Andrieux, Zoubir Bouziani, Sylvain Heck, Aline Nay, Eric Rakedjian et Philippe Varrambier, division Services, Insee

L'économie française se redresse nettement en 2017 : le produit intérieur brut (PIB) en volume (*définitions*) augmente à un rythme supérieur à celui des années précédentes (+ 2,2 % après + 1,2 % en 2016 et + 1,1 % en 2015). Cette accélération est tirée par la vigueur de l'investissement des entreprises et des ménages, alors que les dépenses de consommation en biens et services des ménages ralentissent (+ 1,0 % après

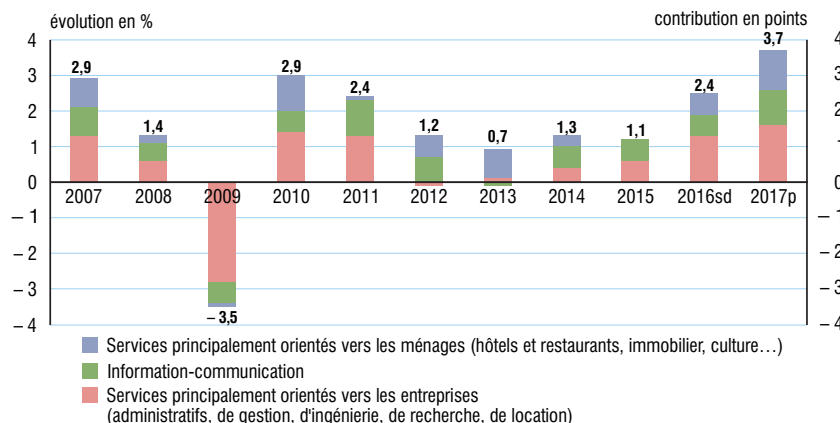
+ 2,1 %). Les entreprises accroissent fortement leurs investissements, stimulées par l'amélioration de leurs débouchés et des conditions de financement favorables et par des tensions élevées sur l'appareil productif. Enfin, le commerce extérieur ne pèse plus sur la croissance, pour la première fois depuis 2012 : les exportations progressent plus vite que les importations (+ 4,5 % en volume contre + 4,0 %).

L'amélioration conjoncturelle profite particulièrement aux services marchands non financiers (*définitions*). Leur valeur ajoutée (*définitions*) accélère en 2017 : + 3,7 % après + 2,4 % en 2016 et + 1,1 % en 2015 (*sources*). Ce rythme dépasse même celui de 2010, élevé par contrecoup du recul de 2009.

La valeur ajoutée des services marchands croît plus rapidement que celles de l'industrie, la construction, le commerce, les transports et les services non marchands, comme au cours des trente dernières années (hormis en 1990, 1995, 2004 et 2009). Le poids des services marchands non financiers dans l'économie se renforce de 0,6 point en 2017 pour atteindre 35,3 % de la valeur ajoutée totale.

Les services principalement orientés vers les entreprises sont le moteur le plus important de l'expansion (*figure 1*). La croissance est particulièrement vive dans les services liés à l'emploi, le conseil en gestion et les activités d'architecture-ingénierie. Malgré leur poids relativement modeste (15 %), les services d'information-communication, très florissants depuis 2014, contribuent à hauteur de + 1,0 point

1 Valeur ajoutée des services marchands (évolution et contributions)



Lecture : en 2017, la valeur ajoutée des services marchands s'accroît de 3,7 % en volume ; les services principalement orientés vers les entreprises contribuent pour 1,6 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

à la croissance de la valeur ajoutée des services. Enfin, les services principalement orientés vers les ménages, qui représentent la moitié de la valeur ajoutée des services marchands, soutiennent également davantage la croissance qu'en 2016 (+ 1,1 point après + 0,6). Leur valeur ajoutée accélère (+ 2,2 % après + 1,2 % en 2016), en raison notamment de la bonne tenue des activités immobilières et de l'hébergement-restauration (figure 2).

La demande intérieure en services est très allante

En 2017, la demande intérieure en services marchands s'accroît de 3,5 % en volume, après + 2,3 % en 2016 et + 2,7 % en 2015 (figure 3).

L'investissement en services s'élève à 162 milliards d'euros et atteint 44 % de l'investissement des entreprises non financières et des administrations. Il ne représente que 13 % de la demande intérieure en services, mais, augmentant à vive allure (+ 7,5 % après + 4,6 %), il contribue significativement à la croissance de celle-ci. Il est tiré notamment par les investissements en logiciels et bases de données. Par ailleurs, la forte hausse des transactions immobilières stimule les investissements en services liés (activités des marchands de biens, agences immobilières et services des notaires). Enfin, les dépenses de recherche et développement se redressent après plusieurs années de stabilité.

Les achats intermédiaires (dépenses courantes hors investissement) des entreprises et des administrations sont le principal débouché des activités de services (la moitié des ressources produites ou importées). Ils progressent plus rapidement en 2017 qu'en 2016 (+ 3,5 % après + 2,2 % en volume). Cette accélération est notamment imputable au rebond de la location immobilière de bureaux et autres locaux professionnels et à l'embellie des activités scientifiques et techniques (figure 4). La demande en ingénierie et architecture retrouve du ressort, après avoir ralenti en 2016 : les carnets de commandes de ces deux activités bénéficient de la bonne santé de la construction en 2017.

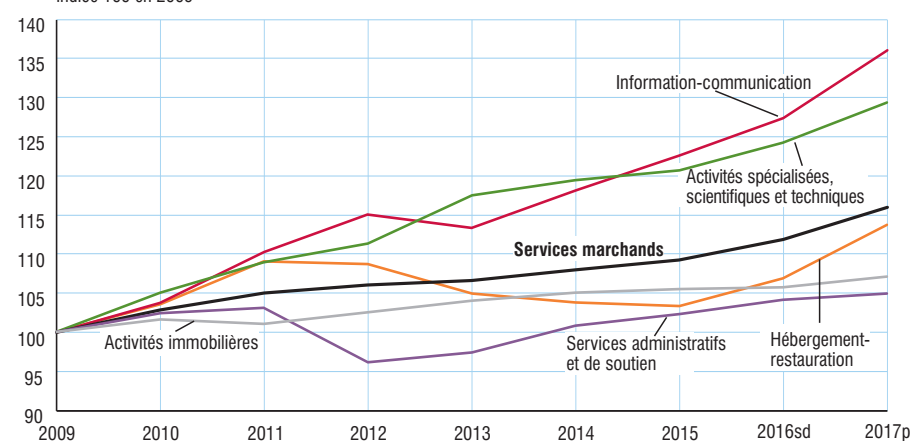
La demande des entreprises en services administratifs et de soutien croît vigoureusement, comme les années précédentes. Elle est portée par l'intérim (+ 10,1 %), alors que les autres activités (centres d'appels, activités administratives, organisation de foires et salons...) ralentissent. La croissance des achats intermédiaires en information-communication demeure robuste : la programmation, le conseil informatique et les services de données, déjà très dynamiques, gagnent encore en vigueur, tandis que les achats en télécommunications s'infléchissent.

La consommation des ménages en services résiste bien

Malgré le ralentissement du pouvoir d'achat, la consommation des ménages en services ne s'esouffle pas, contrairement à la consommation en biens. Elle progresse de 2,0 % après + 1,7 % en 2016 (figure 5). L'activité touristique repart à la hausse, ce qui favorise les activités récréatives, les agences de voyages et l'hébergement-restauration. L'attrait pour le camping et la restauration rapide est particulièrement vif.

Les loyers, composante majoritaire de la consommation des ménages en services marchands (57 %), contribuent de façon relativement tendanciellement en volume, sous l'effet de l'accroissement du parc de logements et de sa qualité. En 2017, les loyers payés par les ménages, après déduction des aides au logement, retrouvent un rythme de croissance proche de 2014 et 2015 ; ils avaient augmenté davantage en 2016 à la suite de la très faible hausse des aides au logement.

2 Valeur ajoutée en volume par activité



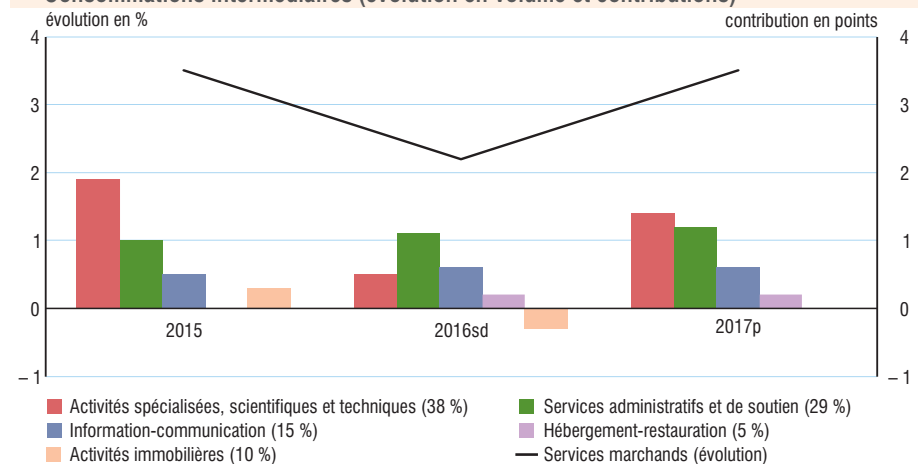
Lecture : en 2017, la valeur ajoutée dans les services s'accroît de 3,7 % en volume ; elle progresse de 16 % par rapport à 2009. Source : Insee, comptes des services, base 2014.

3 Offre et demande de services marchands

	Montant en 2017 (en milliards d'euros)	Évolution (en %)					
		2015		2016sd		2017p	
		Volume	Prix	Volume	Prix	Volume	Prix
Production	1222,4	2,0	0,7	2,6	0,7	3,5	0,4
Importations	97,5	14,6	1,9	1,0	0,7	-0,2	0,3
Demande intérieure, dont :	1239,3	2,7	0,6	2,3	0,7	3,5	0,4
consommation intermédiaire	648,9	3,5	0,7	2,2	0,7	3,5	0,4
consommation finale	428,8	1,0	0,5	1,6	0,6	2,0	0,5
dont consommation des ménages	407,6	1,0	0,5	1,7	0,5	2,0	0,5
formation brute de capital fixe	161,6	3,9	0,6	4,6	1,0	7,5	0,0
Exportations	105,8	8,1	2,2	5,5	0,7	1,5	0,4

Lecture : en 2017, la production des services marchands s'élève à 1222,4 milliards d'euros, elle progresse de 3,5 % en volume et de 0,4 % en prix. Source : Insee, comptes des services, base 2014.

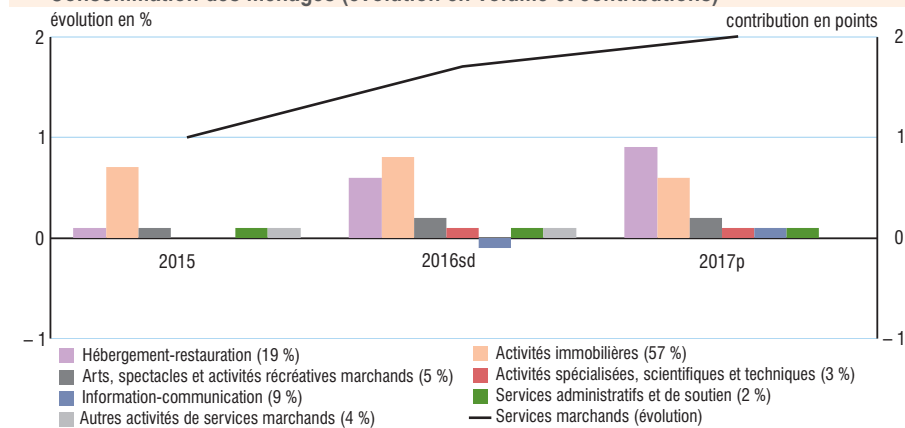
4 Consommations intermédiaires (évolution en volume et contributions)



Lecture : en 2017, les consommations intermédiaires en services marchands s'accroissent de 3,5 % en volume ; les activités spécialisées scientifiques et techniques contribuent pour 1,4 point à cette croissance. Source : Insee, comptes des services, base 2014.

En 2017, la consommation en information-communication redémarre, portée par celle de logiciels et de télécommunications, tandis que l'édition papier continue à reculer. La consommation en activités juridiques accélère nettement (+ 5,6 %). Enfin, l'appétence des ménages pour la location (y compris la location-bail) d'automobiles et d'autres équipements ne cesse de se développer (+ 3,8 %).

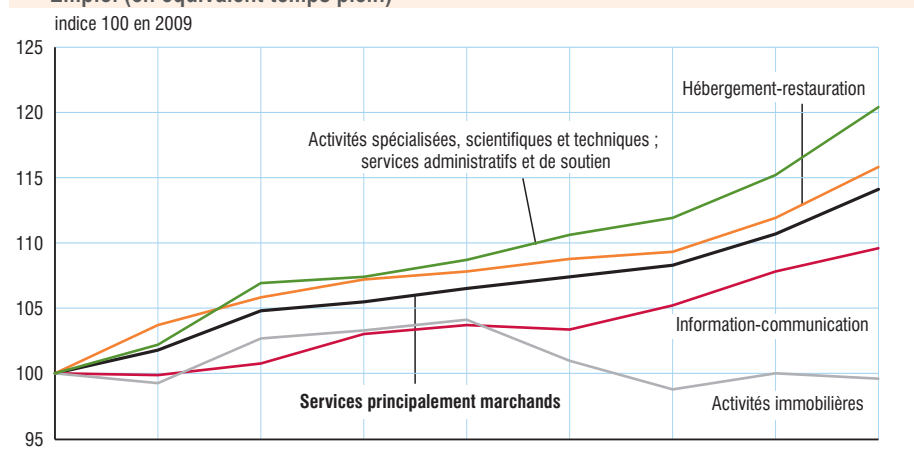
5 Consommation des ménages (évolution en volume et contributions)



Lecture : en 2017, la consommation des ménages en services marchands s'accroît de 2,0 % en volume ; l'hébergement-restauration contribue pour 0,9 point à cette croissance.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

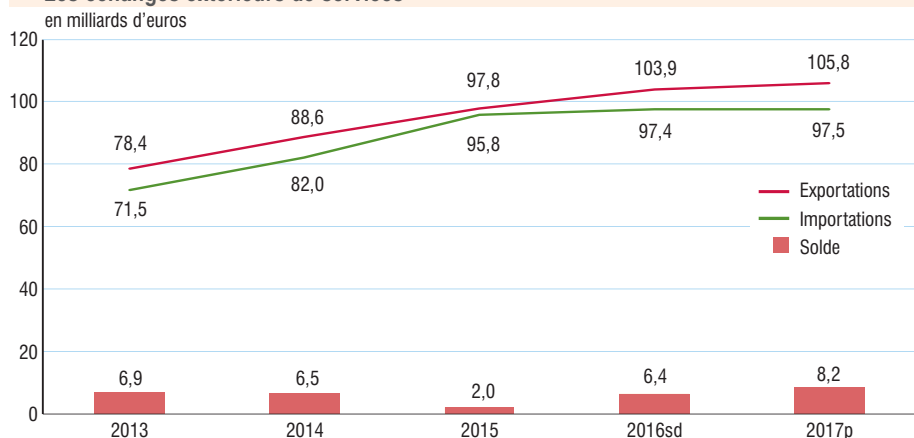
6 Emploi (en équivalent temps plein)



Lecture : en 2017, l'emploi dans les services en équivalent temps plein s'accroît de 3,1 % ; il progresse de 14,1 % par rapport à 2009.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

7 Les échanges extérieurs de services



Lecture : en 2017, les importations de services s'élèvent à 97,5 milliards d'euros. L'excédent commercial sur les services s'élève à 8,2 milliards d'euros.

Source : Insee, comptes des services, base 2014.

La production accélère

En 2017, la production (*définitions*) des services marchands accélère (+ 3,5 % en volume après + 2,6 % en 2016). Malgré une demande soutenue, les prix ralentissent légèrement (+ 0,4 % après + 0,7 % en 2016 et 2015), notamment pour les télécommunications, l'architecture-ingénierie-contrôle et les prestations d'agences de voyages.

En volume, la production des services d'information-communication montre le plus d'allant (+ 5,9 %), stimulée par le développement rapide des services informatiques et d'information (traitements de données, portails internet...). La croissance des services aux entreprises est également très vigoureuse (+ 3,9 %), tirée notamment par les activités liées à l'emploi (+ 10,5 %). Celle des services principalement orientés vers les ménages est un peu moins dynamique, mais reste soutenue (+ 2,1 %).

Le dynamisme de l'emploi est favorisé par le bond de l'intérim

L'emploi dans les services principalement marchands (*définitions*) s'élève à 7,6 millions en équivalent temps plein, soit 29 % de l'emploi total. L'emploi non salarié représente 12 % de l'emploi des services.

Dans l'ensemble des branches (*définitions*) de l'économie, l'emploi continue à progresser (+ 1,0 % après + 0,8 % en 2016 et + 0,3 % en 2015) : 248 000 emplois nets ont été créés en 2017. Les services principalement marchands engrangent la majeure partie des gains : 227 000 emplois nets, soit une hausse de 3,1 % après + 2,2 % en 2016 (*figure 6*). Cette accélération contraste avec les rythmes de croissance modérés de 2012 à 2015 (entre + 0,7 % et + 0,9 % par an).

Avec 170 000 emplois supplémentaires, les activités spécialisées scientifiques et techniques et les activités administratives et de soutien contribuent le plus à cette hausse. L'emploi intérimaire, classé dans les activités de soutien indépendamment de l'activité des missions exercées, bat des records : + 14 % en équivalent temps plein, selon la Dares (*sources*).

La productivité apparente du travail (valeur ajoutée en volume rapportée à l'emploi) accélère fortement dans les activités d'information-communication et plus modérément dans l'hébergement-restauration. En revanche, elle recule légèrement dans les activités spécialisées scientifiques, techniques, administratives et de soutien.

Les échanges extérieurs de services sont excédentaires

Les exportations de services marchands, hors tourisme, transports et activités financières, ralentissent. Elles progressent néanmoins davantage que les importations, qui sont stables. Ainsi, en 2017, l'excédent commercial (*sources*) s'améliore légèrement et atteint 8,2 milliards d'euros (*figure 7*).

La location-bail, les services informatiques, les activités administratives et de soutien contribuent le plus à cette embellie.

Sources

En 2018, les comptes nationaux passent en base 2014. Ce changement de base conduit à une révision conséquente des échanges extérieurs de services. Le compte de l'année 2016 est semi-définitif et celui de 2017 provisoire. Les résultats présentés ici sont calculés à partir des équilibres ressources-emplois réalisés au niveau le plus détaillé des comptes nationaux, puis agrégés. Les évolutions ainsi déterminées pour les grandes branches d'activité peuvent être très légèrement différentes de celles retenues pour la version provisoire des comptes nationaux 2017 : ces dernières sont calculées directement à un niveau agrégé selon des méthodes économétriques. L'emploi intérimaire est fourni par la **Dares**, service statistique du ministère du Travail (estimations mensuelles).

Définitions

Dans cette publication, les **services marchands non financiers** correspondent au champ défini dans la nomenclature NAF rév. 2 par les sections hébergement et restauration (I), information et communication (J), activités immobilières (L), activités spécialisées, scientifiques et techniques (M), activités de services administratifs et de soutien (N), arts, spectacles et activités récréatives (R) et autres activités de services (S). Ils excluent les services non marchands de la recherche-développement, des arts, spectacles et des activités

récréatives, sauf pour les statistiques d'emploi. Ce champ ne comprend donc pas le commerce (G), les transports (H) et les services financiers (K). L'arborescence de la nomenclature figure sur le site internet de l'Insee (www.insee.fr - Définitions et méthodes - Nomenclatures - Nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008).

Les données relatives à l'emploi se rapportent aux **services principalement marchands**, qui incluent les activités des organisations associatives et la partie non marchande de la branche recherche-développement et de la branche arts, spectacles et activités récréatives.

La **production** dans les services marchands est un concept proche de celui de chiffre d'affaires : elle comprend les ventes de services et la production pour compte propre ainsi que les redevances, mais exclut les achats (par exemple pour les marchands de biens) éventuellement associés à l'activité de service.

Les données sur la production, comme celles sur l'emploi, sont calculées ici en **branches**, correspondant au regroupement des entreprises et parties d'entreprises qui produisent la même catégorie de prestations. La production du « produit » services marchands inclut la production des branches marchandes et la production marchande des branches non marchandes.

L'évolution de la production est estimée en **volume**, c'est-à-dire une fois retiré l'effet de l'évolution des prix.

La **valeur ajoutée** est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire.

Le **produit intérieur brut (PIB)** est égal à la somme des valeurs ajoutées des différentes branches d'activité, augmentée des impôts et diminuée des subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux branches d'activité).

Bibliographie

- Berthier D., Debauche É., Meinzel P. « Les comptes de la Nation en 2017 - Le PIB accélère (+ 2,2 % après + 1,2 %), le pouvoir d'achat des ménages augmente modérément », *Insee Première* n° 1697, mai 2018.
- Bourgeois A., « En 2017, la consommation et le pouvoir d'achat des ménages décélèrent », *Insee Première* n° 1699, juin 2018.
- « En décembre 2017, la production dans les services augmente légèrement (+ 0,2 %) - Indice de production dans les services », *Informations rapides* n° 50, Insee, février 2018.
- Jallet F., Landru K., Méot T., Varrambier P., « Pelleteuses, voitures, smartphones... : louer plutôt qu'acheter ? », *Insee Première* n° 1645, avril 2017.
- Lavergne A., Méot T., « Trente-cinq ans de services d'information et de communication - L'essor des logiciels », *Insee Première* n° 1575, novembre 2015.
- « La balance des paiements et la position extérieure de la France », *Dossier de presse*, Banque de France, avril 2018.
- Les services marchands en 2017 - Rapport présenté à la Commission des comptes des services, juillet 2018.

Direction Générale :
18, bd Adolphe-Pinard
75675 PARIS CEDEX 14
Directeur de la publication :
Jean-Luc Tavemier
Rédacteur en chef :
E. Nauze-Fichet
Rédacteurs :
J.-B. Champion, C. Collin,
C. Lesdos-Cauhapé, V. Quénechdu,
Maquette : C. Kohler
Impression : Jouve
Code Sage IP181705
ISSN 0997 - 3192
© Insee 2018

• **Insee Première** figure dès sa parution sur le site internet de l'Insee :
<https://www.insee.fr/fr/statistiques?collection=116>

• Pour recevoir par courriel les avis de parution (50 numéros par an) :
<https://www.insee.fr/fr/information/1405555>

Pour vous abonner à **Insee Première** et le recevoir par courrier :
<https://www.insee.fr/fr/information/2537715>

